



Commentaires sur
Regional Economic Outlook
Sub-Saharan Africa
Resilience and Risks
IMF October 2010

par

Patrick Guillaumont

Paris, le 2 novembre 2010



Excellent document avec 3 chapitres conduisant chacun à une conclusion claire

- L'ASS a mieux résisté à la crise que prévu, en raison de l'amélioration des politiques, *mais persistance de risques importants*
- Comparaison des politiques monétaires selon que change fixe ou flexible: plus forte croissance à moyen terme des seconds, *mais ne se sont pas mieux adaptés à la crise*
- Comparaison pays de l'UMEOA/autres pays africains les plus performants : retard des pays de l'UEMOA attribué à une moindre compétitivité, *mais moins due aux prix qu'à l'infrastructure économique et sociale*



(I) Résilience et risques

- Vision plutôt optimiste et bienvenue de l'ASS, mais manque une analyse des facteurs de vulnérabilité structurelle des divers pays africains
- Dans cette perspective
 - o comparer les croissances de Y_{pc} et non du Y global entre continents
 - o réfléchir sur les conséquences de l'inflation à 2 chiffres
 - o ne pas oublier la production agricole



(I) Résilience et risques, suite

- Intéressante analyse de la réorientation du commerce vers l'Asie émergente et la Chine
- Quel est l'effet de la croissance asiatique sur les exportations africaines qui passe par les prix internationaux et par les quantités exportées par l'ASS vers l'Asie? Quel impact sur le commerce des produits manufacturés?
- Accent mis sur l'efficacité de la relance budgétaire et de la politique monétaire: comment concilier avec l'hypothèse que la politique budgétaire aurait peu d'effet sur l'activité économique (p.23), à propos de l'absence d'un cycle politique



(II) Monetary policy effectiveness in SSA

- Compare performances des pays africains à change fixe et à change flexible
- Conclut : change flexible meilleur pour la croissance, moins bon pour l'inflation (quid pour la pauvreté?), pas meilleur pour la résistance à la crise, les pays à change fixe faisant plus appel à leurs réserves
- Manquent:
 - (1) une distinction essentielle entre l'effet du niveau du taux de change (réel) et son évolution...
 - (2) pour l'évaluation de l'impact, le contrôle des autres variables

Deux problèmes que l'on retrouve dans la partie 3



(III) Quest for higher growth in UEMOA

- 2 comparaisons:
 - tous les pays de l'UEMOA avec les plus performants des autres pays d'Afrique (CV, Mo, Rw, Ug) (Et, Tz), ce qui est peu pertinent : le fait d'être en union est-il responsable du retard ? Doit-on oublier l'impact des troubles politiques en CI, To, GB (sans doute plus grave sans l'Union) et la sécheresse au Niger?
 - les plus performants de l'UEMOA (BF, Ma, SN, Be) avec les autres plus performants, ce qui est beaucoup plus intéressant : puisque performances jugées moins bonnes, l'explication doit indiquer comment les améliorer
- Les problèmes de méthode n'altèrent guère la validité de la conclusion



Quelques problèmes de méthode

- A force de critiquer les cross country growth regressions, on finit par oublier l'importance des variables de contrôle
- Divers facteurs non pris en compte peuvent contribuer à expliquer l'écart de croissance :
 - la situation initiale ou le déclin antérieur (facteur de rattrapage, ex Rw)
 - la vulnérabilité structurelle des pays, en particulier la petite dimension (démographique) , comme cela apparaît dans la composante «exposition aux chocs» de l'EVI
 - les flux publics reçus par les pays, en particulier APD



**The exposition to shocks index (a component of EVI) :
4 components (Pop size, remoteness adjusted for landlockness,
export concentration, share of agriculture, forest and fisheries) :**

- Ethiopie..... 26
- Mozambique..... 42
- Ouganda..... 37
- Tanzanie..... 34

- *Benin..... 44*
- *Burkina Faso..... 44*
- *Mali..... 49*
- *Sénégal..... 44*



**L'aide reçue par les deux groupes de pays semble
significativement différente d'après le rapport :**

Official grants 2004-08 in% of GDP

• Cap Vert.....	5.4	Benin.....	2.8
• Ethiopie.....	5.7	Burkina Faso.....	3.4
• Mozambique..	6.4	Mali.....	2.0
• Rwanda.....	10.6	Sénégal.....	0.7
• Tanzanie.....	3.5		
• Ouganda.....	5.5		



The growth measurement puzzle and its meaning

- Paradoxe : l'impression donnée par la comparaison des taux de croissance semble contredire celle qui résulte de la comparaison de l'évolution des revenus relatifs
- Illustré par une comparaison par paires de pays : choix en UEMOA et parmi les pays africains les plus performants des pays structurellement proches
- Les taux de croissance annuels moyens 1999-2009 sont relatifs aux *GDP pc en monnaie locale constante*
- Les niveaux de produit sont les *GNI pc WBA, en 1999 et en 2009*



Comparaisons

	Taux de croissance du GDPpc (1999-2009)	Niveaux relatifs des GNIpc: 1999	Niveaux relatifs des GNIpc: 2009
Sénégal	1.5%	2.0	2.1
Tanzanie	3.8%		
Mali	2.9%	0.9	1.5
Ouganda	3.9%		
Burkina	1.9%	1.0	1.2
Mozambique	5.0%		



Interprétation

- Résultat de l'appréciation du TCER
- Mais signe que n'a pas freiné la croissance au point de faire régresser le niveau de revenu par rapport à celui des plus performants
- Souligne l'importance du *niveau* du TCER à côté de celui de sa *tendance (caractère trompeur du tableau 3.6)*
- Cohérent avec les mesures de l'écart par rapport au taux de change d'équilibre faites par le FMI et ailleurs
- Suggère la possibilité d'une croissance appauvrissante par la dépréciation réelle



**Le diagnostic principal du rapport :
le rôle essentiel des institutions et des infrastructures**

- Sur les institutions : attention à la comparaison à travers *Doing business*, biaisé à l'encontre des pays francophones et importance des efforts d'harmonisation du droit (OHADA), et au lien avec le salaire réel...
- Sur les infrastructures: partie la plus forte du rapport et très convaincante
- Doit être entendu comme un message important pour les bailleurs de fonds



Quelques questions en conclusion

- Le rapport est un argumentaire implicite en faveur du renforcement de l'intégration (UEMOA)
- Comment rendre la politique budgétaire plus favorable à la croissance? Une augmentation supplémentaire de la pression fiscale dans les pays de l'Union est-elle compatible avec la poursuite de l'ouverture?
- Qu'est-ce qu'implique l'amélioration de la gestion budgétaire quant à la rémunération des fonctionnaires et à leur rôle par rapport aux gestionnaires nationaux des projets et agences d'aide?